

# Haro sur les profits de l'industrie pharmaceutique

**Angèle Dufresne**

Le professeur Léo-Paul Lauzon, titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM a frappé dans le mille, encore une fois. Avec son analyse minutieuse sur dix ans (1991-2000) des états financiers des neuf plus grandes compagnies pharmaceutiques de la planète, il fait état avec force chiffres et tableaux à l'appui des profits scandaleusement élevés réalisés par cette industrie qui contribue à mettre tous les systèmes de santé en péril, pour ne pas dire en faillite, y compris le nôtre.

L'étude intitulée *Analyse socio-économique de l'industrie pharmaceutique brevetée pour la période 1991-2000*, co-signée par Léo-Paul Lauzon et Marc Hasbani et présentée aux médias le 3 avril dernier, passe donc au peigne fin les états financiers des puissantes multinationales américaines et britanniques que sont Merck, Bristol-Myers Squibb, Pfizer, Abbott Laboratories, Warner-Lambert, Eli Lilly, Schering-Plough, SmithKline Beecham et GlaxoWellcome. Cette

étude est la troisième publiée par la Chaire d'études socio-économiques sur l'industrie pharmaceutique, les deux premières étant en 1993 et 1998. Léo-Paul Lauzon a donc ce «cartel», comme il l'appelle, dans sa mire depuis longtemps!

Si on fait abstraction des diatribes passionnées qui caractérisent les présentations du professeur Lauzon et des «éditoriaux» flamboyants qui ponctuent ses analyses, ses chiffres sont on ne peut plus parlants : le taux de rendement après impôts sur le capital investi de ces compagnies – qui ont triplé leurs profits nets en dix ans – a été de 41 % en moyenne au cours de la dernière décennie [et de plus de 45 % pour les cinq dernières années], alors qu'il est de 15 % pour l'ensemble des compagnies américaines. À titre de comparaison, les taux de rendement des banques pour l'an 2000 était de 16,7 %, de l'industrie chimique, 15,9 %, de l'industrie automobile, 15,6 %, du secteur de l'énergie, 13 %, des télécommunications, 10,9 %.

Si l'industrie pharmaceutique se contentait de taux de rendement «nor-

maux», le prix des médicaments pourrait baisser de 15 % à 18 %, ce qui aurait un impact non-négligeable évidemment sur les coûts de l'assurance-médicaments, d'affirmer le professeur Lauzon. Il recommande donc instamment aux gouvernements, mais notamment à celui qui nous gouverne à Québec d'exercer immédiatement un contrôle sur le prix des médicaments brevetés et de mettre fin aux généreux avantages (et totalement injustifiés) consentis à l'industrie pharmaceutique installée en terre québécoise. M. Lauzon a mentionné à ce propos un article récent du *New York Times* où il est fait mention qu'une trentaine d'états américains considèrent saisir leurs législatures de mesures concrètes pour réduire le coût des médicaments et des programmes de santé à l'intention des moins bien nantis, notamment.

L'argument massue invoqué invariablement par les compagnies pharmaceutiques pour exiger des brevets de 20 ans, des avantages fiscaux, des traités commerciaux à portée mondiale très préjudiciables aux pays pauvres et des hausses annuelles du prix des médicaments, d'expliquer M. Lauzon,

est qu'elles ont des frais exorbitants en recherche et développement. Or, démontre-t-il aisément, leurs dépenses en marketing et frais d'administration sont presque trois fois plus importantes que celles qu'elles engagent en R&D, soit 316 milliards \$US, contre 113 milliards \$US, au cours des dix dernières années.

Ces compagnies sont tellement riches, lit-on dans l'étude, qu'elles se comportent comme des quasibanques avec des encaisses représentant 28 milliards \$US (ou 17 % de leur actif total au 31 décembre 2000), un endettement ridiculement bas (8 %) et des revenus d'intérêt de 12,4 milliards \$US sur la période de dix ans étudiée. De plus, les montants versés aux actionnaires (146 milliards \$US en dix ans) sont 6,3 fois plus importants que ceux consacrés aux investissements nets en immobilisations (23 milliards \$US). Le géant Merck Co. a versé au cours des cinq dernières années plus que ses profits, soit 103 %, à ses actionnaires par le biais de dividendes et de rachat d'actions, ce qui, au dire du professeur Lauzon, fait mentir les théories économiques qui affirment que plus les compa-

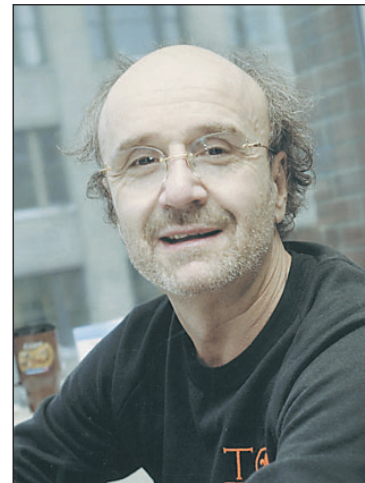


Photo : Sylvie Trépanier

**Léo-Paul Lauzon, professeur au Département des sciences comptables**

gnies font de profits, plus elles investissent en immobilisations, en recherche et développement et en création d'emplois. L'étude du professeur Lauzon est disponible sur Internet.

*Sur Internet :*

[www.unites.uqam.ca/cese/](http://www.unites.uqam.ca/cese/)

L'UQAM, le 8 avril 2002